LES VALEURS DES FRANÇAIS :

Comparaisons avec les autres pays européens

RÉSUMÉ

Cet article démontre un fort besoin d'individualisation de la France, l'un des pays les plus sécularisés d'Europe. On dénote une très grande augmentation au niveau des valeurs, et quant au plan moral, on constate que la vie privée est du domaine de chacun. L'auteur explique que ceci touche même la famille : on veut maintenant une famille basée sur les relations individuelles.

PIERRE BRÉCHON
Pierre Bréchon est Directeur de l'Institut d'Études Politiques de Grenoble.

Vouloir synthétiser et résumer la culture d'un pays est toujours extrêmement complexe, surtout si l'on ne veut pas faire un essai interprétatif, mais appuyer ses affirmations sur des données. Celles que je privilégie ici – les enquêtes sur les valeurs des Européens – ont été réalisées à trois reprises sur une vingtaine d'années : en 1981, 1990 et 1999, permettant ainsi la mesure d'un certain nombre d'évolutions dans le temps. L'équipe française qui travaille sur ces enquêtes a publié en 2000 l'ouvrage *Les valeurs des Français* (sous ma direction, chez Armand Colin). Il est réédité en novembre 2003, avec une postface originale sur « La France dans l'Europe ». On a aussi publié un livre sur Les valeurs des jeunes (sous la direction d'Olivier Galland et de Bernard Roudet, L'Harmattan, 2001) et, au niveau de la comparaison européenne, un numéro de la revue *Futuribles* (n° 277, juillet-août 2002) comparant donc les résultats de vingt années d'enquêtes sur les valeurs dans les différents pays européens.

Évoquons d'abord les valeurs religieuses. La France est un pays de tradition catholique, mais c'est aujourd'hui l'un des pays les plus sécularisés de l'Union européenne. Cela se voit très bien, par exemple, dans le taux de non appartenance confessionnelle, qui est un des plus forts d'Europe : 43 % des Français disent ne pas appartenir à une religion – et nous avons le taux record avec les Pays-Bas. C'est en France que l'on retrouve aussi le plus de personnes qui disent être « athées convaincues », soit 14 %. Nous ne sommes cependant pas dans une situation d'opposition forte aux religions, mais dans une situation de grande indifférence religieuse. L'adhésion au catholicisme, qui reste la religion majoritaire, s'est beaucoup affaiblie ; la perte d'emprise du système catholique sur l'ensemble de la culture et de la société est particulièrement forte. On observe dans l'enquête un effritement sur de nombreux indicateurs religieux. Cela dit, il y a quelques indicateurs religieux où on peut avoir le sentiment de petites remontées. Par exemple, les gens croient un peu plus qu'avant qu'il existe probablement quelque chose après la mort. Ceci est un indicateur qui augmente un peu, particulièrement chez les jeunes. On peut conclure qu'il n'y a pas véritablement de retour du religieux et de retour à la religion passée. Mais il y a des recompositions, sur la base de croyances très flottantes et très floues ; on croit de moins en moins à un récit religieux précis et à un corpus de dogmes élaborés. Mais on espère volontiers un possible futur au-delà de la mort. Cette première tendance semble très importante pour comprendre la situation des valeurs en France.

Deuxième point, les principes moraux. Dans les trois enquêtes « Valeurs », on a demandé aux Français s'ils décident d'agir en fonction de principes intangibles ou s'ils décident en fonction des circonstances. On retrouve à peu près les mêmes pourcentages aux trois dates : un quart des Français se détermine en fonction des principes et deux tiers en fonction des circonstances (le reste hésite). Cela ne signifie pas que les gens ne croient plus du tout aux principes, par contre ceux-ci sont relativisés, c'est-à-dire qu'ils sont utiles, mais on veut pouvoir prendre du recul, les discuter et les nuancer. Donc, on va « individualiser les principes », les personnaliser, les mettre à notre sauce. Autrement dit, ce qui ressort de ces enquêtes est la mise en évidence de la très forte montée des valeurs d'individualisation. On passe d'une société de valeurs conformes et de valeurs « principielles » à une société de valeurs individualisées.

Afin d'aller plus loin par rapport à la morale, on a demandé aux gens s'ils trouvent toute une série de comportements jamais ou toujours justifiés (ils donnent une note allant de 1 pour « jamais justifié » à 10 pour « toujours justifié »). Dans la liste de comportements pris en compte, certains relèvent de la vie privée et d'autres de la vie sociale (comportements en société, dans l'espace public). Ce qui est remarquable, c'est que les conduites les plus admises, les plus légitimes, relèvent toutes de

la vie privée et de l'autonomie individuelle (tableau 1) : le divorce, l'euthanasie, l'avortement, l'homosexualité et le suicide. Ces comportements étaient autrefois considérés comme déviants. Ils sont aujourd'hui acceptés au nom de la liberté individuelle : la société n'a pas à contrôler l'agir privé des individus. Par contre, ce qui reste toujours très réprouvé, pratiquement sans changement par rapport à 1981, c'est le fait de faire un tour de voiture, jeter des ordures dans un lieu public, conduire après avoir bu de l'alcool, accepter un pot-de-vin dans l'exercice de sa fonction et prendre de la drogue. Donc, ce qui est fortement réprouvé, ce sont les comportements sociaux qui affectent l'ordre public. Bref, ce qui ressort des enquêtes est que la vie privée est le domaine de chacun ; la société n'a pas à y mettre son nez. Une personne se comporte dans sa vie privée comme elle le veut ; cela ne concerne que la personne, c'est le domaine de l'individu. Par contre, la vie publique n'est pas le domaine de l'individu, ce doit être régulé.

Bref, ce qui ressort des enquêtes est que la vie privée est le domaine de chacun ; la société n'a pas à y mettre son nez. Une personne se comporte dans sa vie privée comme elle le veut ; cela ne concerne que la personne, c'est le domaine de l'individu. Par contre, la vie publique n'est pas le domaine de l'individu, ce doit être régulé.

Il est à noter que, selon les résultats de la dernière enquête valeur, ce sont les évolutions chez les jeunes qui sont les plus intéressantes à considérer. Pour les valeurs de permissivité privée, les jeunes continuent à être un peu plus permissifs que les adultes. Ce qui a changé, c'est leur perception de l'ordre public, lequel était vu autrefois comme ringard et dépassé. Aujourd'hui, à ce niveau, les jeunes rejoignent les adultes, c'est-à-dire que, comme les adultes, ils disent qu'il est important de défendre aussi l'ordre public. De ce point de vue, on a une forte évolution de la société française et notamment des jeunes. De plus en plus, on a le sentiment que l'on vit sur la grande maxime : Fais ce que tu veux dans ta vie privée, mais respecte l'ordre public.

Considérons maintenant le domaine de la sociabilité et de la confiance à autrui. Ce qui caractérise la société française, comme pratiquement tous les pays de l'Europe du Sud, c'est que la confiance ne s'établit pas spontanément avec les autres, à la différence des pays de l'Europe du Nord. Dans le nord de l'Europe, on fait confiance à quelqu'un qu'on ne connaît pas. En France et dans le sud de l'Europe, on se méfie spontanément de l'inconnu. Dans l'enquête, on demande aussi quelles catégories de voisins on ne voudrait pas avoir, c'est-à-dire quelles personnes on tend à rejeter. À ce niveau-là, la France est dans la moyenne des pays européens. Par contre, tous les pays européens tendent davantage à exclure des catégories de voisins que dans les années 1980. Il est intéressant de remarquer que l'on trouve peu de racisme pur et dur, c'est-à-dire que, par principe, on considère tout le monde comme égal. Donc, on ne dit pas qu'on veut rejeter les gens d'une autre race ou les Juifs ou encore les étrangers. Par contre, dès que la question fait référence à une catégorie fortement identifiée comme pouvant être « à problème », alors les taux montent beaucoup : exclure de mon voisinage les gens d'une autre race est à 6 ou 7 %, mais exclure les Gitans est à 39 %. On voit donc qu'il n'y a pas de racisme « principiel », on est tous égaux en tant qu'êtres humains. Par contre, si une catégorie est perçue comme pouvant générer des nuisances pour le voisinage, elle est assez nettement rejetée. Donc, le racisme est peu fréquent, mais il existe une espèce de xénophobie utilitaire et pragmatique. On le voit bien aussi lorsque l'on demande aux Français s'il faut réserver les emplois aux nationaux. La moitié de la population française estime que lorsque les emplois sont rares, il faut les réserver aux nationaux.

En ce qui concerne les valeurs familiales, on retrouve aussi beaucoup d'individualisation ; on investit toujours beaucoup dans le domaine familial, mais on ne veut plus le même type de famille. Aujourd'hui, l'idéal recherché,

Tableau 1

	Résultat moyen	18-29 ans	60 ans et plus	Écart 99-81
Pénétrer dans une voiture pour faire un tour avec	1.35	1.53	1.22	- 0.11
Jeter des ordures dans un lieu public	1.60	1.87	1.40	–
Conduire après avoir bu de l'alcool	1.87	2.14	1.57	–
Accepter un pot de vin dans l'exercice de sa fonction	2.07	2.61	1.80	- 0.33
Prendre de la drogue (marijuana ou haschich)	2.13	2.77	1.40	+ 0.40
Le suicide	4.31	4.36	3.72	+ 0.97
L'homosexualité	5.26	6.19	3.91	+ 2.23
L'avortement	5.66	5.92	4.63	+ 0.90
L'euthanasie	6.17	5.98	5.74	+ 1.65
Le divorce	6.33	6.54	5.46	+ 1.13

c'est une famille basée sur les relations des individus ; chacun se veut autonome dans la famille et on construit la famille sur les valeurs individuelles ; la riche communication interpersonnelle est la valeur reine pour la réussite du couple. Qu'on soit de même origine sociale, de même religion, qu'on ait de l'argent ou non est considéré comme secondaire. Ce qui importe est le fait de communiquer, de traiter des problèmes ensemble ; dans le couple, c'est le gage de la réussite. La valeur fidélité augmente à nouveau en France ainsi que chez les jeunes, ce qui veut dire que beaucoup de jeunes voudraient que cette famille, construite sur les interrelations – et donc fragile – puisse durer.

Du point de vue des valeurs politiques, il n'y a pas de dépolitisation des Français. Certes, les Français n'ont jamais été fortement politisés ; on est beaucoup moins politisé en France que dans les pays du nord de l'Europe. En fait, on n'observe pas une diminution du niveau de politisation dans la moyenne de la population, celui-ci est stable. Cependant, on retrouve une tendance à la baisse chez les jeunes. La stabilité de la politisation s'accompagne d'une baisse de la participation électorale, assez nette depuis quinze ans chez les moins de 40 ans. Cette augmentation de l'abstention s'explique par une évolution du sens du vote. Autrefois, on votait par principe, aujourd'hui on vote si on sent l'importance des enjeux politiques. C'est l'abstention intermittente qui progresse, alors que l'abstention permanente est stable. C'est à nouveau une individualisation des valeurs politiques qui explique cette croissance de l'abstention ; les gens ne se déplacent jusqu'à l'urne que si cela semble important pour eux d'aller voter[1]. Si la participation électorale est plutôt en baisse, il n'en va pas de même pour d'autres formes de participation politique, notamment pour ce qu'on appelle la participation protestataire, c'est-à-dire le fait de participer à des manifestations et de signer des pétitions. La participation protestataire augmente dans l'ensemble de la population et aussi chez les jeunes. On n'a jamais tant manifesté et pétitionné en France que ces dernières années et on est socialisé à la manifestation et à la pétition dès le lycée (tableau 2). Il est à noter enfin que les valeurs de gauche et de droite sont plus nuancées qu'autrefois, mais elles gardent tout de même de l'importance.

Tableau 2 – Au moins deux actes de participation protestataire par cohorte de naissance

	1981	1990	1999
De 1973 à 1981	–	–	40
De 1964 à 1972	–	29	35
De 1955 à 1963	27	32	45
De 1946 à 1954	38	44	47
De 1937 à 1945	21	40	40
De 1928 à 1936	23	27	36
De 1919 à 1927	21	21	22
De 1910 à 1918	16	17	–
De 1901 à 1909	8	–	–
Ensemble	24	32	39

Concluons : en ce qui concerne l'évolution des valeurs des Français, deux scénarios pour le futur paraissent envisageables. Le premier est optimiste. On continuera certainement à vouloir beaucoup d'individualisation, particulièrement en matière de vie privée. Les jeunes commencent à redécouvrir le sens de l'ordre public. On peut espérer que la continuation de ces deux tendances aboutisse à une société semblable à celles du nord de l'Europe, avec à la fois beaucoup de valeurs d'individualisation et un sens du lien social qui reste fort. Le scénario pessimiste s'appuie sur les risques d'évolution vers l'individualisme et plus seulement l'individualisation. À tant vouloir des libertés individuelles privées, ne va-t-on pas oublier le sens des appartenances collectives ? Le lien social serait alors mis en péril. Les valeurs d'individualisation conduiraient progressivement à une atomisation sociale. Dans l'hypothèse d'un possible scénario pessimiste, il semble que les politiques publiques françaises feraient bien de se préoccuper un peu plus de l'entretien du lien social et que, de ce point de vue, la population aurait probablement beaucoup à apprendre du Canada.

Note

[1] Cf. Pierre Bréchon. *La France aux urnes. Soixante ans d'histoire électorale.* La documentation française, collection Les études, 4e édition, 2004.